



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par Christian Aid, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

À propos de Christian Aid

Christian Aid est une organisation chrétienne fermement convaincue que le monde peut et doit évoluer rapidement vers un état où chaque être humain peut vivre pleinement sa vie dans la prospérité.

Nous intervenons à l'échelle mondiale en faveur d'un changement en profondeur qui élimine les causes de la pauvreté, en visant l'égalité, la dignité et la liberté pour tous, indépendamment de la religion ou de la nationalité. Nous faisons partie d'un mouvement plus large qui œuvre en faveur de la justice sociale, au sein duquel nous collaborons avec plus de 800 partenaires à travers le monde, et dans le cadre du réseau mondial ACT Alliance.

Introduction

L'adoption de nouveaux objectifs de développement durable nous offre une occasion unique d'accélérer les progrès vers la justice entre les sexes et la réalisation des droits des femmes et des filles. Tous les acteurs devront sortir du « statu quo » pour faire advenir un changement porteur de transformation à long terme.

L'autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable

Le Programme 2030 indique de manière tout à fait claire que la réalisation de l'égalité des sexes contribuera à la concrétisation de tous les objectifs et de toutes les cibles. Loin de considérer les femmes comme un « groupe vulnérable », ce Programme reconnaît plutôt que les femmes et les filles doivent être les fers de lance de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Comme le Document final de Rio +20 le constate « la promesse que les femmes participent et contribuent au développement durable et qu'elles en tirent profit en tant que responsables, participantes et agents du changement, ne s'est pas pleinement réalisée ».

Les défis recensés dans l'accord politique signé l'an dernier à l'occasion du 20^e anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale des femmes nous interpellent, car ils signifient que les progrès dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing sont lents et inégaux, que d'importantes lacunes subsistent et que des obstacles structurels persistent.

C'est en ayant ces questions à l'esprit que notre déclaration met l'accent sur trois thèmes transversaux :

- Le financement transformateur
- La dénonciation des normes sociales néfastes
- La lutte contre les inégalités qui s'entrecroisent pour veiller à ce qu'aucune femme ou fille ne soit laissée à la traîne.

Financement transformateur

Christian Aid demeure préoccupée par le manque d'engagement financier sérieux de la part des États en faveur de la réalisation de l'égalité des sexes et du

développement durable. Le travail que nous avons entrepris en collaboration avec le Centre pour les droits économiques et sociaux a permis de mettre en évidence la nécessité d'une transformation dans le mode de financement du développement durable – avec un accent sur l'augmentation du financement public, qui trouve son fondement dans les principes de suffisance, d'égalité et de responsabilité des droits humains.

La réalisation de l'égalité des sexes et des droits des femmes a un coût. Les travaux entrepris par Women's Legal Resource Centre, partenaire de Christian Aid au Malawi, a relevé la nécessité d'un financement pour donner plein effet aux dispositions légales – en l'occurrence, la Loi sur la prévention de la violence domestique. Les investissements dans les autres services, la formation d'accoucheuses qualifiées, un plus grand accès à la planification familiale, des infrastructures modernes pour permettre aux femmes de se déplacer en toute sécurité entre leur domicile et leur lieu de travail, nécessitent tous un financement.

Compte tenu des défis financiers, les activistes des droits des femmes doivent s'impliquer dans les discussions macroéconomiques plus larges sur l'optimisation des ressources, notamment les ressources domestiques, au service du développement. Ils doivent participer aux discussions sur la coopération fiscale mondiale et un système de commerce équitable, comme énoncé dans le Rapport sur le progrès des femmes 2015-2016 de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes intitulé « Les économies en mutation, réalisation des droits », en son chapitre consacré à l'environnement macroéconomique.

L'égalité des sexes doit donc être au cœur de la politique budgétaire nationale. La mobilisation des recettes, principalement à travers la fiscalité, et les dépenses, ont des impacts en fonction des spécificités de chaque sexe et peuvent contribuer à réduire l'inégalité des sexes ou à l'exacerber. Les donateurs et les pays en développement devraient soutenir le Plan d'action d'Addis-Abeba sur le financement transformateur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes d'ONU-Femmes qui vise à soutenir la mise en œuvre de stratégies nationales d'égalité des sexes entièrement chiffrées.

Dénonciation des normes sociales néfastes

L'injustice fondée sur le sexe, qu'elle soit manifeste à travers la violence sexiste, les pratiques traditionnelles néfastes, le fardeau des soins et travaux non rémunérés, est perpétuée par les normes sociales néfastes qui ne sont nullement contestées. La réalisation du développement durable passe par une stratégie à long terme pour faire face à ces attitudes et croyances sous-jacentes.

C'est dans ce contexte que les femmes doivent être soutenues et confortées dans leur rôle d'impulsion. La cible 5.5 aborde ce point qui fait particulièrement référence à la vie politique, économique et publique. À l'heure actuelle, les indicateurs proposés se concentrent sur la participation en politique et sur la base de notre propre travail de partenariat dans des pays comme la Bolivie et la Sierra Leone, Christian Aid se félicite de la possibilité de mesurer la participation des femmes au niveau de l'administration locale, et pas seulement dans les parlements nationaux. Cependant l'esprit de cet objectif doit être pris en compte lors de la mise en œuvre de tous les objectifs de développement durable – les femmes doivent être soutenues et confortées dans leur rôle d'impulsion dans des domaines tels que

l'éducation, les droits fonciers, le changement climatique, la prise de décision financière ou la consolidation de la paix. La priorité devrait être accordée au financement souple à long terme, y compris le financement de base des organismes de défense des droits des femmes et du soutien aux défenseurs des droits fondamentaux de celles-ci. Christian Aid se félicite donc de la décision du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas de lancer une deuxième phase de son Fonds de financement du leadership et de chances pour les femmes pour la période 2016-2020. Nous appelons de tous nos vœux la mise en place d'instruments similaires par d'autres donateurs.

Cela devrait aller de pair avec des efforts pour travailler avec les hommes et les garçons à promouvoir des modèles de masculinité fondée sur l'égalité. Les partenaires de Christian Aid en Amérique centrale, l'une des régions les plus violentes au monde, travaillent avec les jeunes exposés au recrutement par les gangs dans le but de lutter contre une culture de la violence basée sur le machisme.

Christian Aid estime que les personnes et les organisations confessionnelles, et les chefs religieux ont un rôle déterminant à jouer dans la réalisation de la justice entre les sexes. Minimiser cette dynamique revient à ignorer l'importance des croyances religieuses dans la vie de nombre de personnes, et notre stratégie consiste à soutenir la croissance d'un mouvement confessionnel qui regroupe des initiatives existantes pour plus d'impact en matière de justice entre les sexes. Nous espérons que les gouvernements, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les organisations de la société civile et d'autres, reconnaîtront l'importance de cette situation et apporteront leur soutien au mouvement.

Développement durable et l'engagement de « ne laisser personne pour compte »

Les objectifs de développement durable trouvent leur fondement dans l'engagement de « ne laisser personne pour compte » et de « toucher en premier ceux qui accusent le plus de retard ». Christian Aid a la conviction que cet engagement est essentiel pour la réalisation de l'égalité des sexes et les droits des femmes – s'il ne peut et ne doit en aucun cas remplacer les efforts visant à atteindre l'objectif 5, il représente une plus grande source de motivation pour s'assurer que les femmes et les filles qui « accusent le plus de retard » bénéficieront des objectifs de développement durable et seront soutenues aux postes de premier plan.

Il faudra une analyse étayée par des données ventilées au niveau national et infranational pour identifier les personnes qui sont actuellement laissées pour compte. Cependant, nous imaginons que celles-ci devraient inclure :

- Les femmes et les filles des zones rurales – la mortalité maternelle, l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement qui accuse le retard le plus important, continue d'être anormalement élevée dans les zones rurales. Les filles issues des communautés rurales continuent d'être exposées à un risque plus élevé de subir des pratiques comme les mutilations génitales féminines/excision et le mariage des enfants, précoce et forcé.
- Les femmes et les filles autochtones – les partenaires de Christian Aid en Bolivie ont travaillé à l'inclusion des femmes autochtones dans l'élaboration des objectifs de développement durable. Ces femmes présentent le taux de

pauvreté le plus élevé en Bolivie (mesuré suivant le critère des personnes qui vivent en dessous du seuil national de pauvreté).

- Les femmes migrantes et les travailleuses domestiques – sur les 52 millions de personnes employées comme domestiques dans le monde entier (à l’exception des enfants travaillant comme employés domestiques), environ 83 % sont des femmes. Nombre d’entre elles travaillent dans les pires conditions et ne bénéficient guère d’une protection juridique suffisante.
- Les femmes et les filles touchées par le VIH/sida — les adolescentes et les jeunes femmes représentent un quart des nouvelles infections à VIH en Afrique subsaharienne, et le risque de contracter le VIH est intensifié par la violence à l’égard des femmes et des filles.
- Les femmes et les filles dalites – les travaux de Christian Aid en collaboration avec ses partenaires en Asie du Sud ont permis de constater que les besoins des femmes dalites ne sont souvent pas pris en compte dans la plupart des politiques; elles sont particulièrement vulnérables à la violence sexuelle et continuent d’être enfermées dans des professions dégradantes telles que la « vidange manuelle » de déchets humains.
- Les femmes et les filles vivant avec un handicap – le taux d’alphabétisation mondial n’est que de 3 % pour tous les adultes vivant avec un handicap, et de 1 % pour les femmes vivant avec un handicap. Les femmes et les filles vivant avec un handicap courent trois fois plus de risques que les autres femmes et filles de subir de la violence sexiste.

Nombre de celles qui vivent dans des pays et des contextes où elles sont exposées à des conflits et des catastrophes, y compris les catastrophes liées au climat, risquent d’être laissées pour compte. Pour Christian Aid, le Sommet mondial sur l’action humanitaire constitue une occasion de considérer l’autonomisation des femmes dans le contexte de conflits et de catastrophes. Tout particulièrement, le Sommet devrait marquer un tournant décisif clair vers une réponse davantage mise en œuvre localement qui doit inclure les organismes de défense des droits des femmes, qui sont déjà les premiers intervenants, et leur permettre de fournir des services essentiels pour les femmes tels que la santé sexuelle et reproductive et s’attaquer à la violence sexiste.